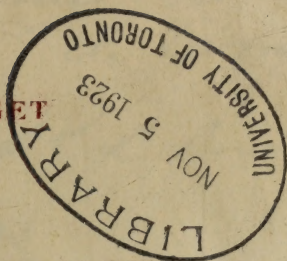


Pamph.  
HUS.B.  
W.



FERNAND CLERGET

IN



# WASHINGTON

Avec un Portrait,  
Une Carte, et un Plan militaire



PRÉFACE de R. LOPEZ LOMBA

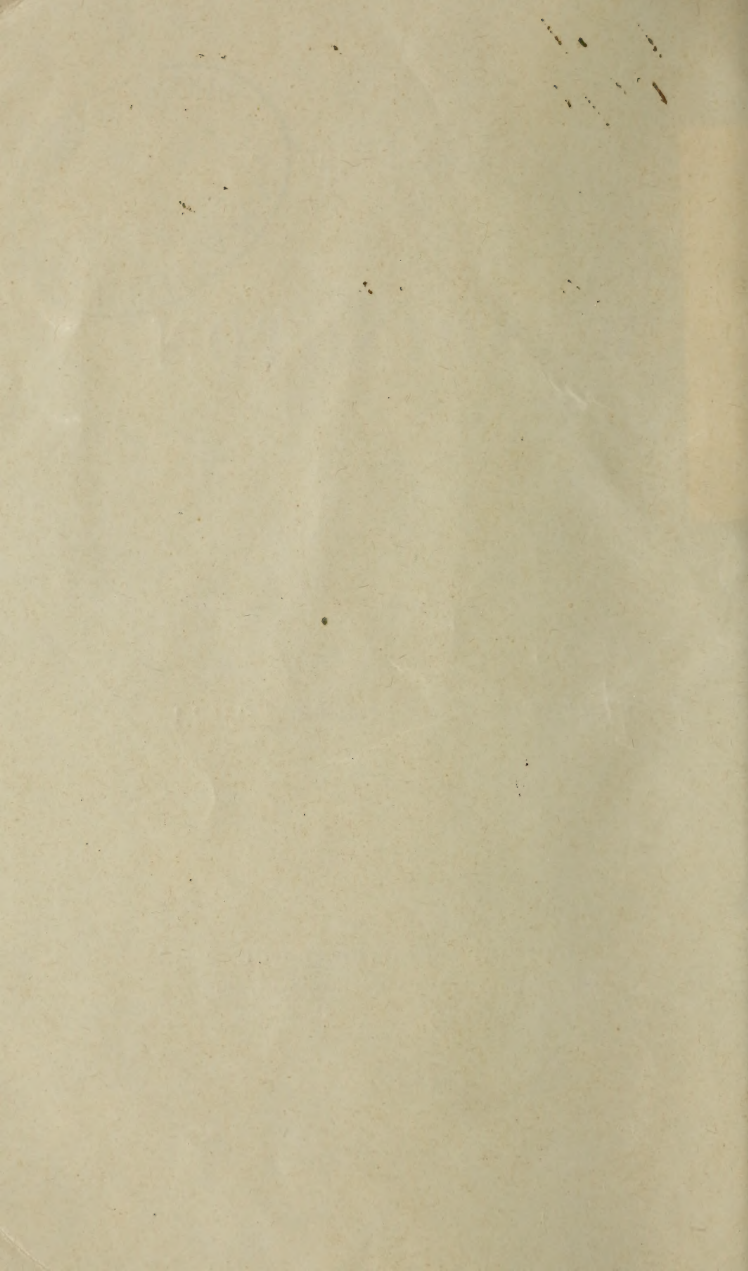
ÉDITÉ PAR

L'UNION PANATLANTIQUE

20, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 20

PARIS V<sup>e</sup>

1923



M. le Recteur de  
l'Université de Toronto

J. C. Lamb

Paris 15. VIII. 23





WASHINGTON

DU MÊME AUTEUR

*Le Travail et l'Argent*, Projet de Contrat social.

*Le Romantisme*, Hist. des Lettres au 19<sup>e</sup> siècle.

*L'Ame champenoise*, Hist. de la Champagne.

*Le Réformisme*, Question sociale ouvrière.

*Réformons la Constitution.*

*Sur l'Épopée*, Manifeste littéraire.

*Histoire du Syndicalisme français.*

*L'Union panatlantique.*

*Christophe Colomb*, Drame en vers.

Études militaires :

*Washington.*

(à paraître)

*Carnot.*

*Bolivar.*

FERNAND CLERGET

# WASHINGTON



Dessin de Hubertine Lépine  
d'après le Portrait de John Jannet

PARIS

L'UNION PARLÉMENTAIRE

20, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

WASHINGTON

1922



*Dessin de Madeleine Lépine,  
d'après le Portrait de John Jennibull*

WASHINGTON



FERNAND CLERGET



# WASHINGTON

Avec un Portrait,  
Une Carte, et un Plan militaire



*PRÉFACE de R. LOPEZ LOMBA*



ÉDITÉ PAR  
L'UNION PANATLANTIQUE  
20, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 20  
PARIS V<sup>e</sup>



1923

**Pour toute reproduction et traduction,  
s'adresser à l'auteur.**

## PRÉFACE

L'UNION PANATLANTIQUE ne pouvait mieux démontrer à quel point son Programme général est d'une réalisation pratique, et combien il serait utile à la cause de la paix, qu'en choisissant dans le Plan de la Maison des Nations dont elle réclame l'institution, le chapitre des Fêtes internationales, et dans celui-ci, le projet d'une Fête mondiale de Christophe Colomb.

La découverte du Nouveau-Monde, déjà célébrée par toute l'Amérique et par l'Espagne, est un événement si capital des temps modernes, que sa commémoration dans le Monde entier est hautement désirable; on peut même dire qu'elle est inévitable. L'Union panatlantique n'a fait que devancer une tendance des esprits clairvoyants et des cœurs reconnaissants de tous les pays.

Aussi, en deux ans à peine, notre appel a été si vivement compris, approuvé et soutenu, que dès 1921 on commençait à célébrer en plusieurs villes françaises la découverte de l'Amérique; qu'en 1922, plus de cinquante villes d'Europe, de cent cinquante villes de France, dont Paris, ont pavoisé et conféré en l'honneur de l'illustre Génois; qu'enfin, l'élan devient si large, les promesses si nombreuses et importantes, qu'on peut prévoir

au 12 octobre prochain la première véritable Fête mondiale de Colomb.

Les gouvernements d'Espagne, Belgique, Finlande, Tchéco-Slovaquie, Danemark, Pologne, ont donné des instructions pour qu'en tous pays leurs Ambassades, Légations et Consulats pavoisent au Columbus Day. Le Secrétaire d'Etat, à Ottawa, a transmis notre demande aux ministres des provinces du Canada. Enfin, d'Italie, Espagne, Grande-Bretagne et Dominions, Belgique, Suisse, Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Hongrie, Bulgarie, Chine, Japon, et de plus de vingt autres pays, sont venues, en grand nombre, les promesses de chargés d'affaires, consuls généraux et consuls, où s'inscrivent au premier rang les représentants des Etats-Unis et de Grande-Bretagne : ce qui légitime notre espoir de voir les gouvernements de Washington et de Londres prendre la généreuse décision de donner des instructions à tous leurs représentants à l'étranger, pour pavoiser le 12 octobre en mémoire de la découverte de l'Amérique, dont ils sont les plus grands usufruitiers.

D'autre part, nous rappelons qu'un des buts principaux de l'Union panatlantique est l'institution de *Maisons d'Amérique* ; or, les Etats-Unis, par leur importance même, seraient, parmi les Américains, les plus intéressés à une telle fondation, et là encore ils devraient appuyer notre propagande.





L'Union panatlantique a aussi dans son Programme le culte des grands hommes de toute nature. A côté des inventeurs géniaux, il faut par exemple admirer l'action des libérateurs, et en ceci, au Nouveau-Monde, deux noms brillent avec éclat : Washington, Bolivar. Voilà des héros qui peuvent être acclamés par le Monde entier ; le temps ayant éteint les vieilles passions, dégagé les nécessités historiques, quel est aujourd'hui l'Anglais qui refuserait son hommage à Washington, l'Espagnol qui le refuserait à Bolivar ?

Certes, ces deux génies ne furent pas seuls. Même en se limitant à leur temps, on ne peut oublier les Franklin et la phalange d'esprits éclairés, hardis, qui travaillèrent à l'indépendance des Etats-Unis, ni les Miranda, San-Martin, O'Higgins, Sucre, Artigas et autres courageux capitaines qui aidèrent à délivrer les Amériques du Sud et du Centre. Mais ce n'est rien enlever à leur glorieuse mémoire, que de mettre au premier rang Washington et Bolivar. Ces deux noms sont l'expression même des libérations américaines, et c'est à ce titre que l'Union panatlantique désire contribuer à faire chérir en tous les pays le souvenir de leurs luttes héroïques.

Fernand Clerget, propagateur du programme de l'Union panatlantique, et admirateur de Washington et de Bolivar, a résolu de faire

œuvre utile pour leur mémoire, et préparé d'abord son *Washington*.

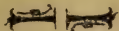
Habitué aux travaux d'histoire, de sociologie, d'éducation, de littérature, de critique, il n'a pas voulu rivaliser avec les grands et beaux ouvrages, que l'on connaît, sur Washington. Son but, plus modeste, mais non moins utile, est de répandre la mémoire du principal libérateur des Etats-Unis dans les classes moyennes et les peuples. Sa vie de *Washington*, complète et précise, claire et aisée, est destinée — du moins il le souhaite ainsi — à venir entre les mains de millions de lectrices et de lecteurs qui n'ont ni le temps, ni la préparation universitaire, ni souvent même les moyens, de s'assimiler les grandes histoires.

L'Union panatlantique estime qu'il a réalisé ce plan à la fois modeste et utile. Elle a voulu coopérer à la diffusion de ce petit livre voué à la gloire de Washington, en assurant et en propageant la première édition. Nous espérons qu'en tous les pays, surtout aux Etats-Unis, on voudra nous aider à faire connaître cet hommage à Washington, et qu'en voyant le soin que nous prenons de la mémoire des libérateurs, les pouvoirs officiels ne nous ménageront pas leurs appuis pour l'obtention de la Fête mondiale de Christophe Colomb.

R. LOPEZ LOMBA

Président de l'Union panatlantique

# WASHINGTON



## Sujet de l'Angleterre

Vers le milieu du 17<sup>e</sup> siècle, John Washington, bisaïeul du principal libérateur des Etats-Unis, quitta la comté anglaise de Durham, pour s'établir planteur en Virginie. Quatre-vingts ans plus tard, son descendant Augustin habitait, avec sa femme Marie Ball, à Bridge's-Creek, comté de Westmoreland, au bord du Potomac; ce fut là que naquit George Washington, le 22 février 1732.

L'influence que la richesse donnait à son père aurait pu encourager une enfance turbulente, un peu trop fière; mais une mère pieuse, de cœur juste, d'esprit élevé, sut refréner sa violence. Grandissant libre, robuste et hardi, il resta, grâce à elle, droit, respectueux et croyant. Actif, aimant le péril, il savait pourtant observer; peu à peu, la prudence gardait ses élans de bravoure. Il aimait sa Virginie fertile, ses fleuves, ses bois, ses habitants énergiques et généreux. Toute son éducation venait de sa mère et de la Bible; son instruction, d'un maître d'école n'enseignant que la lecture, l'écriture, les éléments de mathématiques, les formules de baux et contrats. Un cousin partageait ses études, ses jeux, ses chasses. A l'église voisine de Pohicq, on le voyait sérieux et recueilli.

Il avait onze ans quand mourut son père. La

vocation de soldat semblait se dessiner en lui; c'était lui qui rangeait les camarades, pour ces petites guerres qui plaisent aux jeunes garçons; à quatorze ans, il voulut entrer dans la marine anglaise; mais la mère s'y opposa, lui montrant la nécessité d'une situation meilleure: il avait neuf frères et sœurs, cela imposait des devoirs particuliers. L'étude de la géométrie, de la trigonométrie, de l'arpentage, le prépara au rôle d'arpenteur, qui, là-bas et en ce temps, signifiait pionnier, explorateur, autant que mesureur de vastes domaines dont les limites étaient des fractions de degrés terrestres.

Il partit, à seize ans, vers les monts Alleghanys, dans les propriétés de lord Fairfax, qui s'étendaient de la baie de Chesapeake aux sources du Potomac et du Rappahannock. Ce fut la vie ardente, dans les forêts vierges où grondaient les chutes d'eaux, dans les solitudes où il croisait des aventuriers, campait avec des Peaux-Rouges, marchant le jour, dormant la nuit sur la paille d'un logis de colon. Travaux et courses durèrent trois années, sauf les hivers passés à Mount-Vernon chez le frère aîné, où il se formait à une bonne compagnie.

Dans cette existence active et rude, parmi les splendeurs et les périls d'une nature sauvagement féconde, qu'importait le reste de l'Amérique, et même du Monde? Seul, le voisinage de trois rivalités pouvait, par instants, cingler l'ardeur du jeune homme. Si les Anglais occupaient les rivages de l'Atlantique, les Français, par le Canada et les grands lacs explorant l'immense vallée du Mississipi, les heurtaient aux monts Alleghanys, et les Espagnols, en Floride, leur barraient le sud. Tels se défiaient ces trois camps, lorsqu'à dix-neuf ans, Washington débuta dans la carrière militaire.



Nommé commandant d'un des districts de la milice virginienne, il prit part aux escarmouches contre Français et Peaux-Rouges. Il s'y livrait avec ardeur, étudiant aussi la tactique près d'officiers aguerris ou dans les manuels, quand la mort du frère aîné le rendit chef de la famille. Il vint donc à Mount-Vernon, dès lors sa propriété. Mais bientôt des mouvements militaires le rappelèrent à son poste; les Français se fortifiaient sur le Mississipi, l'Ohio, et le gouvernement de Londres, pour arrêter leurs progrès, cherchait un prétexte de guerre. Le jeune adjudant-major reçut la mission difficile de porter des sommations anglaises, d'étudier la situation de l'ennemi et d'en détacher quelques tribus de Rouges.

On était en 1753. Le 31 novembre, Washington, avec cent cinquante miliciens, quitta Williamsburg, capitale virginienne, et remonta le pays, jusqu'aux Alleghany couverts de neige. Durant cinq cents milles, par des monts escarpés, des vallées inondées, il brava le froid, la fatigue, observant la région au point de vue militaire, amenant des Peaux-Rouges à l'alliance anglaise. Au fort Le Bœuf, commandé par de Saint-Pierre, on déclina ses sommations, mais il réussit à lever un plan. Au retour, l'abondance des neiges le décida à partir en avant, seul avec le guide Gist; traqués, égarés, épuisés, ils atteignirent enfin Williamsburg, vers la fin de février 1754.

Le conseil de Virginie et le gouverneur Dinwiddie publièrent le *Journal de route* de l'adjudant-major, et décidèrent la construction d'un fort au point où la rivière Alleghany et la Monongaela, en se joignant, forment l'Ohio. Trois cents hommes partirent, en avril, sous le colonel Josuah Fry et le lieutenant-colonel Washington, celui-ci ouvrant la marche

avec trois compagnies, jusqu'à Will's-Creek, où il reçut un utile avis. Un groupe français, sous le capitaine de Contrecoeur, avait attaqué et pris le poste virginien retranché sur la fourche de l'Ohio; s'y installant, il nomma l'ouvrage fort Duquesne. De là, fut envoyé en reconnaissance Villiers de Jumonville avec trente soldats; aux Grandes-Prairies, apprenant que l'avant-garde anglaise approchait, Jumonville dissimula sa petite troupe dans un ravin. Mais des Rouges avertirent Washington, qui retranscha son camp, et emmena quarante hommes, dans la nuit; au lever du soleil, 27 mai, il toucha le ravin, reconnut les Français. « Feu ! » cria-t-il. Jumonville et dix soldats tombèrent morts; les autres, après une lutte acharnée mais courte, se rendirent. Cet épisode fut le début de la Guerre de Sept-Ans.

En juin, un congrès de commissaires des colonies se réunit à Albany, pour conférer avec des chefs de Peaux-Rouges. Franklin y proposa un projet d'union, qui fut voté, et que repoussa le bureau du commerce de Londres. L'heure de l'indépendance n'était pas venue pour les colons, et comme eux, Washington besognait encore en fidèle sujet de l'Angleterre. Il remplaçait le colonel Fry, mort à Will's-Creek, lorsque ses quatre cents miliciens furent attaqués, dans leur camp fortifié *Necessity*, par cinq cents Français qu'amenait Villiers, frère de Jumonville (3 juillet). Après une vive résistance, il fallut capituler; il fut accordé aux Anglais de se retirer en Virginie. Washington, humilié de voir les officiers de la milice subalternes de ceux de la métropole, démissionna et passa l'hiver dans la retraite.

L'effort de Franklin et de Pownall pour l'union durait encore; une lettre du premier, datée de Boston, 22 décembre 1754, réclama des représentants

coloniaux au parlement, l'abolition du monopole et des privilèges anglais. Washington, rappelé au service, se tenait à l'écart de ces projets; il accepta un poste à l'état-major de deux régiments réguliers joints à la milice virginienne, sous le général Braddock, au début du printemps de 1755. L'expédition visait le fort Duquesne. Le jeune aide-de-camp vit négliger ses conseils de tactique irrégulière, qu'exigeait une guerre de surprises; puis il tomba malade. Au passage de la Monongaela, non loin du fort, il se fit hisser sur son cheval, et voyant la troupe, décimée par une mousqueterie invisible, se replier en déroute, il se jeta en avant, portant des ordres, ralliant des fuyards, ayant deux chevaux tués sous lui, recevant quatre balles dans ses habits. Son effort fut inutile. Après trois heures de fusillade, la moitié des Anglais était tombée, et leurs meilleurs officiers; Braddock, mourant, légua son serviteur Bishop et son cheval à l'aide-de-camp dont il reconnaissait, trop tard, la sage vaillance. Français et Canadiens ne purent réduire le reste de l'expédition, que Washington sut ramener en arrière. Nommé colonel, on lui confia toutes les forces virginiennes. «J'ai à vous signaler, s'écria prophétiquement le prédicateur Samuel Davies, cet héroïque jeune homme, que la providence a préservé d'une façon si éclatante, sans doute pour quelque important service qu'il est appelé à rendre à son pays.»

Durant trois années (1755-1758), Washington guerroya, avec quinze cents hommes, sur cent lieues de frontière, escarmouchant contre des partis franco-canadiens, poursuivant des tribus de Rouges cruels et incendiaires, des coureurs de bois, des déserteurs. Il avait obtenu de nommer ses officiers; cependant l'autorité anglaise le tracassait, et il lui fallut étouffer ses rancunes. Un nouveau général,

Forbes, accepta ses avis; le résultat fut la prise du fort Duquesne.

Dès lors, la Virginie délivrée, il songea à la retraite, épousa la jeune Virginienne Martha Dandridge, veuve Custis, et quitta le service, très regretté des officiers, qui lui votèrent une adresse d'affection admiratrice. Il s'occupa de ses propriétés de Mount-Vernon, et siégea à la chambre des bourgeois de Virginie. Le président, Robinson, l'y ayant accueilli par un compliment, il rougit, ne sut que bégayer. « Asseyez-vous, monsieur Washington, reprit Robinson; votre modestie égale votre valeur, elle en dit plus que toutes mes paroles. »

Estimé en Virginie, déjà connu dans les autres colonies, il menait la vie active, large, hospitalière, des planteurs à la fois agriculteurs et commerçants, acquérant des terres vers l'ouest et même en Floride, s'informant des inventions européennes, tenant une sévère comptabilité, correspondant pour ses tabacs avec ses agents de Londres. Doux et grave en famille, serviable envers les voisins, charitable avec les pauvres, invitant une élite à sa table, il s'isolait souvent, pensif, en des promenades sur sa terrasse ou le long du Potomac. A l'assemblée provinciale, on remarquait ses avis pleins d'expérience, sa discussion calme, son jugement net.

## Vers l'Indépendance

Depuis l'établissement de Virginie formé par Walter Raleigh en 1584, la colonisation s'était développée avec lenteur d'abord, mais sans recul. Vingt-deux ans plus tard, on avait divisé le territoire



en Virginie au sud, Nouvelle-Angleterre au nord. Neuf-Avesnes fut fondé par le Gaël-Belge Jesse de Forest, d'Avesnes, en 1623; Boston commença sept ans après. Si les colons durent céder à Cromwell, ce fut sous condition de posséder les franchises anglaises et de payer les seuls impôts qu'ils consentiraient. Neuf-Avesnes, devenu la Nouvelle-Amsterdam, fut pris aux Hollandais et dit New-York. D'autres Européens, Français, Suédois, Irlandais, Écossais, Allemands, apportaient des éléments variés à la population; cependant la majorité restait anglaise, les puritains formant des républiques dans les colonies septentrionales: Massachusetts, Connecticut, Pennsylvanie, New-York, New-Hampshire, Rhode-Island, New-Jersey, Delaware, Maryland, tandis qu'au midi: Virginie, Caroline du nord, Caroline du sud, Géorgie, dominait le mode aristocratique. Les treize colonies avaient en commun des habitudes et un profond désir de liberté, ainsi que la foi religieuse; chacune nommait son assemblée. Une tentative de Colonies-Unies (1663) n'aboutit pas; toutefois le régime des franchises fut confirmé par Charles II en 1676; mais l'autorité vint entière au parlement, à partir de 1684. Avec le 18<sup>e</sup> siècle, des imprimeries, quelques livres et gazettes, l'étude du droit, luttèrent contre l'isolement intellectuel; l'*Almanach du bonhomme Richard* décida la popularité de Franklin. Déjà les colons tendaient à se libérer de trois compressions: française, anglaise, espagnole; ils se passionnèrent pour la guerre de Sept-Ans, qui, en ravissant aux Français le Canada (paix de Paris, 1763), les délivrait d'une première entrave.

Ce sommaire historique, voilà ce que savaient à peu près, de leur patrie adoptive, les colons les plus éclairés. Comme eux, Washington se préoccupait

davantage du temps présent. Le parlement voulait taxer les colonies. Or, l'industrie y était interdite, le commerce limité, et si l'on possédait, avec la liberté terrienne, celles de conscience, du droit électoral, de l'administration municipale, du port d'armes, on avait très peu d'argent; surtout, on n'admettait pas de taxes non consenties. L'avocat James Otis combattit ardemment les prétentions de Londres; quand on proposa, en 1763, l'impôt du timbre sur tous actes publics et transactions privées, il lança une brochure: *les Droits des colonies anglaises*, qui obtint un grand succès. Deux ans après, le bill étant voté (8 mars), les agents des colonies en Angleterre, dont Franklin, présentèrent des pétitions; les pamphlets, les protestations légales, se multiplièrent; Henry Patrick parla avec énergie à la chambre virginienne, et John Adams dans la *Gazette de Boston*; Washington s'éleva, le 20 septembre, contre des prétentions « odieuses et inconstitutionnelles ». Des violences se produisirent à New-York, à Boston où l'on brûla les ballots de papier timbré, où l'on forma l'association des Fils de la Liberté. Otis avait fait adopter un congrès, qui se réunit à New-York le premier lundi d'octobre, et qui, le 19, vota une déclaration des droits. L'année 1766 se passa en discussions.

La discorde s'accrut quand le parlement admit des propositions de taxes sur le verre, le papier, les couleurs, le thé (29 juin 1767), avec douaniers non coloniaux. On propagea les *Lettres d'un fermier* de John Dickinson. En janvier suivant, Samuel Adams, du Massachusetts, engagea les colonies à se prémunir contre les taxes; en juin, le général Gage ayant envoyé d'Halifax à Boston deux régiments et quatre navires, le pays s'irrita, et, le mois suivant, on proposa une convention.

Réunie salle Faneuil, à Boston, cette convention, en ses six jours de séances, ne fit guère qu'une pétition au roi; mais de nouvelles forces anglaises survenant, la ville fut très agitée; on prit des engagements de non-importation. Le roi et le parlement menaçant de faire transporter, pour les juger, Otis, Cushing, Samuel Adams et seize autres conventionnels, la colère s'amplifia. «Personne, écrivit Washington le 5 avril 1769, ne doit hésiter un instant à prendre les armes pour défendre des intérêts aussi précieux et aussi saints, mais les armes doivent être notre dernière ressource.» Le mois d'après, l'assemblée virginienne dissoute, il fut des signataires de l'acte stipulant qu'on n'importerait plus de marchandises anglaises. Plusieurs colonies approuvèrent. Un meeting, le 4 octobre, à Boston, proclama que nul revenu ne pouvait se lever sans l'aveu colonial.

La politique d'affaires et d'autorité du parlement poussait les esprits vers l'idée d'indépendance. La révolte montait. Le 5 mars 1770, à Boston, la foule attaqua les soldats, qui tirèrent, tuant trois personnes, en blessant huit. L'agitation grandit, puis, sous le calme revenu, calme apparent, se prépara la résistance, avec l'appui de Samuel et John Adams, John Hancock, Joseph Warren. L'assemblée du Massachusetts fut plusieurs fois ajournée. Les meetings s'enhardissaient; après celui du 2 novembre 1772, un rapport sur les droits fut envoyé aux municipalités. Le peuple forma des comités de vigilance. Le 12 mars suivant, la chambre virginienne proposa l'union des colonies, par des comités de correspondance. Puis la taxe du thé causa un acte violent: au port de Boston, des hommes déguisés en Mohicans abordèrent trois navires et jetèrent le thé à la mer (16 décembre). Le port fut mis en

interdit par un bill du 14 mars 1774, l'élection au conseil supprimée; le général Gage amena quatre régiments, pour assurer l'interdit fixé au 1<sup>er</sup> juin.

Les incidents s'aggravent. En mai, le 10, un meeting, salle Faneuil, proteste contre le bill, invoque le secours des colonies; le 25, l'assemblée virginienne propose un congrès général, et que le 1<sup>er</sup> juin soit jour de tristesse et de jeûne. Des pamphlets de Franklin, Francis Hopkinson, soutiennent la résistance, que célèbrent aussi les *Elégies sur le temps* de John Trumbull. Le jeûne du 1<sup>er</sup> juin s'accomplit. Sept jours après, le conseil du Massachusetts, transféré à Salem, déclare urgent le congrès. « Il n'y a de salut pour nous que dans la détresse de nos adversaires, écrit le 20 juillet Washington à Bryan Fairfax, et j'espère qu'il nous reste assez de vertu publique pour nous refuser tout, sauf les nécessités de la vie, afin d'obtenir justice. » Il est délégué au congrès, qui se réunit le 4 octobre, à Carpenter's Hall, Philadelphie. Là, il réclame les libertés, les droits, et Patrick remarque en lui « la solidité du jugement et la profonde connaissance des choses. » Il écrit, le 9, au capitaine Mackensie: « Aucune des colonies ne se soumettra jamais à la perte de ces privilèges, de ces droits précieux qui sont essentiels au bonheur de tout Etat libre, et sans lesquels la liberté, la propriété, la vie, sont dépourvues de toute sécurité. » Les délégués votent la suspension des échanges, puis, le 14, une déclaration des droits; le 26, ils se séparent en décidant un deuxième congrès pour le 16 mai 1775.

L'assemblée de Salem s'était retirée plus loin, à Concord, où elle se déclara congrès provincial, nomma un comité de salut public, décida la levée de douze mille miliciens, et la réunion d'armes, de munitions. D'autres colonies imitèrent. En réponse



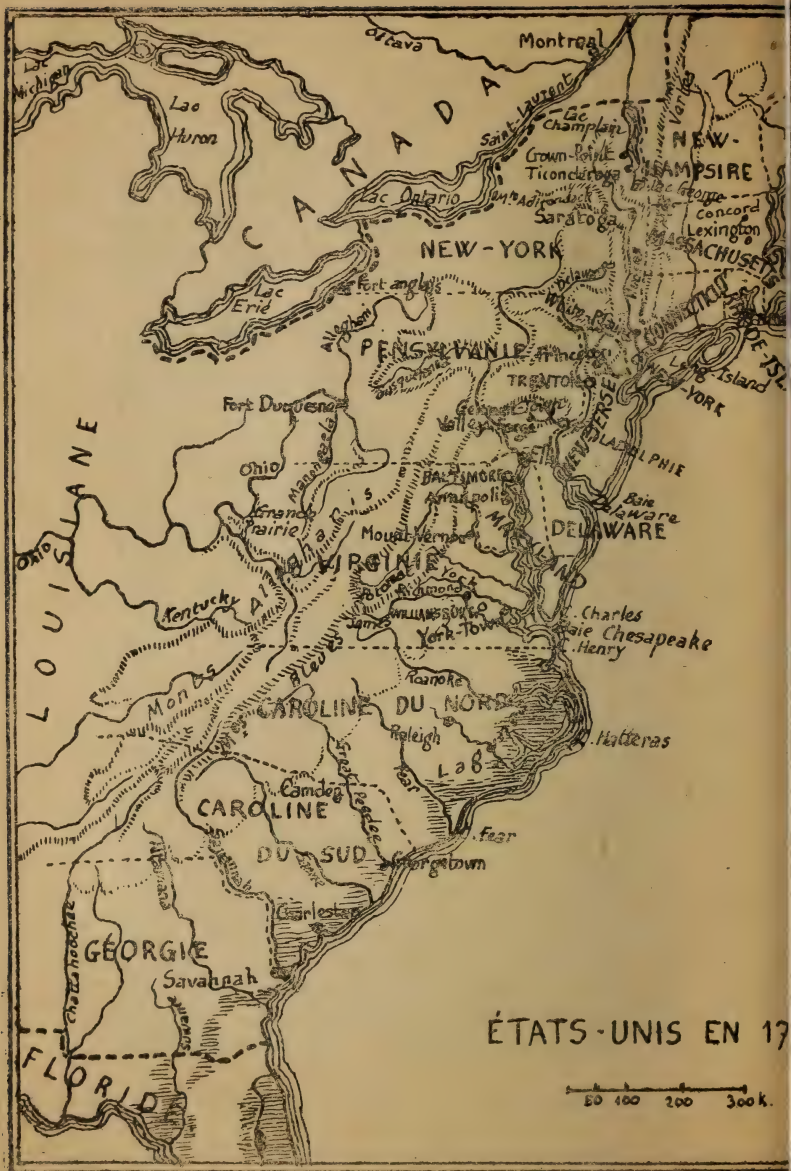
à une menace royale, le peuple de Rhode-Island s'empara d'un train d'artillerie, celui de New-Hampshire surprit le fort de William et Mary. Le parlement exprima de l'horreur pour la sédition, puis rejeta une motion de Pitt conseillant le rappel des troupes. Toute conciliation impossible, Franklin quitta l'Angleterre.

En mars 1775, à la convention de Virginie, Patrick fit voter la mise en défense, avec un comité dont il fut, en compagnie de Richard Lee, Washington et Jefferson. Mais il y avait division dans les colonies, les uns républicains, les autres loyalistes.

En avril, le général Gage, qui tenait Boston, envoya le major Pitcairn, avec un détachement, détruire les armes et munitions de Concord. Les habitants, prévenus par le docteur Warren, sonnèrent les cloches, s'armèrent. Le 19, à Lexington, la milice battit en retraite, en tirant. Les Anglais touchèrent Concord; mais au retour, des miliciens en nombre, à couvert, les décimèrent; secourus à Lexington, ils purent rentrer à Boston, ayant 273 tués, blessés ou prisonniers, et les républicains, 90.

Ce combat fut un signal. On s'empara des forts, magasins et arsenaux. Le fort de Ticonderoga et celui de Crown-Point, sur le lac Champlain, route du Canada, furent enlevés le 10 mai. On saisit l'argent public, on décida un emprunt, on délia les citoyens du serment d'obéissance. Le congrès du Massachusetts vota une armée de trente mille hommes; la force réunie resta loin de ce chiffre, toutefois elle put bloquer les Anglais dans Boston.

Malgré l'opposition des gouverneurs, les élections s'étaient faites pour le deuxième congrès général, qui se réunit le 16 mai à Philadelphie. Les circonstances en firent un gouvernement. Il prit des mesures pour garantir New-York menacée, et décida,



ÉTATS-UNIS EN 1776

0 100 200 300 km.

le 26 mai, la levée d'une armée défensive, l'émission d'assignats. « Sans doute, écrivit le 31 Washington à un ami, il est douloureux de penser que ces champs de l'Amérique, autrefois si heureux et si paisibles, seront désormais ou inondés de sang ou peuplés d'esclaves. Déplorable alternatif! Mais un homme vertueux peut-il hésiter? » Proposé comme général par John Adams, nommé à l'unanimité le 15 juin, il écrivit le lendemain au président Hancock: « Puisque le congrès le désire, j'accepte ce devoir difficile, je ferai tout mon possible pour le soutien d'une glorieuse cause »; et à sa femme: « Je n'ai nulle appréhension des travaux et des dangers de la campagne; mon seul chagrin sera de songer à l'ennui que vous éprouverez, je le sais, d'être laissée seule. »

## Campagne défensive

La milice du Massachusetts qui bloquait Boston ne comptait guère que quatorze mille hommes, mal vêtus, mal armés, enrôlés volontaires dont les allures indépendantes nuisaient à la discipline. Ces insurgés soldats se groupaient en petits corps, inégaux, sans cohésion, et choisissant eux-mêmes leurs chefs. Cependant il y eut, le 16 juin 1775, à Bunker-Hill, un engagement bien conduit; 2500 Américains assaillirent cette colline, devant Boston, et soutinrent le choc de 4000 Anglais; ces derniers plièrent, ayant 220 morts et 880 blessés; leurs adversaires comptaient 450 hommes hors de combat, et parmi eux, Joseph Warren.

L'animation causée par ce succès n'aidait pas à la discipline; l'arrivée de Washington fut celle de la méthode nécessaire. Il organisa l'armée: trois

divisions de deux brigades de six régiments, avec quatre majors-généraux, Ward, Lee, Schuyler, Putnam; un adjudant-général, Gates; huit brigadiers, Pomroy, Montgomery, Wooster, Heath, Spencer, Thomas, Sullivan, Greene; son aide-de-camp fut le Virginien Edmund Randolph. Il obtint des troupes une tenue plus martiale, une obéissance plus exacte, de meilleures mœurs, et veilla au maintien des sentiments religieux.

La défensive devait parer trois attaques: Boston occupé, le Canada menaçant le flanc nord, New-York divisé par les loyalistes menaçant le flanc sud. En juillet, Washington envoya au nord le général Schuyler; puis il voulut assaillir les Anglais dans Boston, mais trois conseils de guerre le firent renoncer à ce coup d'audace. Le seul succès de ce moment fut celui de l'Écossais Paul Jones, qui, avec son navire la *Providence*, détruisit sur les côtes d'Acadie les pêcheries anglaises.

En septembre, deux mille miliciens, conduits par Montgomery et l'aventurier Arnold, s'avancèrent dans le Canada. Leur lutte y fut pénible. Le parlement excitait les rancunes canadiennes; en même temps, il décidait l'enrôlement de 28000 marins, 55000 soldats, ces derniers, en grand nombre, mercenaires promis par les féodaux allemands; il interdisait tout commerce avec les treize colonies, encourageait des corsaires, déclarait les prisonniers américains enrôlés de force dans sa marine, et confiait le commandement à William Howe, qui devait mener l'offensive par trois modes: attaque flanc nord par le Canada, flanc sud par Charleston en Caroline, centre par New-York avec liaison Canada. Ici, les miliciens furent repoussés devant Québec, Montgomery tué (31 décembre), Arnold poursuivi. Inquiet de ce côté, comme il l'était déjà



du côté New-York, Washington devait en plus lutter contre l'abandon de ses soldats, dont l'enrôlement finissait avec l'année; il lui fallut refaire la petite armée.

Il ne maintenait une cohésion défensive que par son activité, sa fermeté. « Si tout le monde était de mon avis, écrivait-il en février 1776, les ministres anglais apprendraient en peu de mots où nous voulons en venir; je proclamerais nos griefs et notre résolution d'obtenir justice, avec des expressions aussi claires que la lumière du soleil en plein midi. » Il envoya le général Lee défendre le sud (1<sup>er</sup> mars). Pas assez soutenu par le congrès, gouvernement improvisé, ni même par certains de ses lieutenants, les uns, ex-officiers réguliers qui affectaient le dédain, d'autres trop prudents, mais disposant enfin de vingt mille hommes, il prit sur lui d'engager l'attaque, occupant avec vigueur les hauteurs de Dorchester (4 mars); Howe, dominé, évacua Boston le 17, regagnant par mer Halifax.

Ce succès, des avis énergiques, coïncidant avec la propagation des menaces du parlement, ranimèrent l'enthousiasme. Thomas Payne obtint une popularité par son pamphlet le *Sens commun* conseillant la séparation. En mai, le congrès, réuni à Philadelphie, décida des lettres de marque, ouvrit les ports à tous les pays, engagea les colonies à se donner des gouvernements libres; le 7, Richard Lee proposa l'indépendance, l'appel aux puissances étrangères, la confédération, motions adoptées en principe trois jours après.

Cependant l'ennemi menaçait. Washington, ayant pénétré son plan, laissa cinq régiments à Boston, et marcha vers New-York. Howe, encore à Halifax, expédia un corps, sous Clinton, dans les Carolines, pour y donner la main aux loyalistes; il activait

au Canada les généraux Carleton et Burgoyne, qui en chassèrent Arnold (juin). En Caroline, les loyalistes trop pressés furent réprimés; Clinton subit un échec devant Charleston. (23 juin). Six jours plus tard, Howe, arrivé en rade de New-York, guetta les Américains, aida les complots loyalistes; Washington dut éloigner des suspects.

Ce fut en ce moment que le congrès proclama l'indépendance; sa déclaration fondait officiellement les Etats-Unis (4 juillet 1776). Le général en chef la mit à l'ordre du jour, le 9, puis écrivit le lendemain au congrès: «Elle a produit le meilleur effet; officiers et soldats y ont applaudi chaleureusement.» Howe, qui atteignait Sandy-Hook, lança une proclamation au peuple, et envoya à Washington, *écuyer*, un parlementaire que l'«écuyer» fit éconduire par le colonel Reed. Franklin écrivit à Howe que les intentions pacifiques venaient trop tard. Le général en chef blâma quelques désordres.

La situation restait difficile. Clinton, repoussé des Carolines, rejoignit Howe le 1<sup>er</sup> août, et devant 25000 Anglo-Allemands appuyés par la flotte, les 20000 Américains, diminués de malades, d'absents, d'éléments détachés, n'étaient en réalité que 11000. «Mais, écrivit Washington au congrès, le 8 août, autant que j'en puis juger par le langage et les dispositions apparentes de mes troupes, on me soutiendra... L'ennemi ne réussira pas sans pertes considérables; tout avantage lui coûtera cher.» Il avait occupé, malgré les loyalistes, l'île de New-York et Long-Island; il éloigna les faibles de la ville. Le 27 août, Long-Island fut attaquée; les miliciens du sud tinrent bon, les autres moins aguerris plièrent; il fallut laisser mille prisonniers dont trois généraux, et évacuer Long-Island, Brooklyn, en passant l'East River à l'aide d'un brouillard.

Washington, navré de n'avoir pas une sérieuse force en main, manda au congrès le 2 septembre : « Cette guerre doit être défensive, nous devons toujours éviter une action générale... La milice est intraitable, impatiente de retourner dans ses foyers. Il y a déjà un grand nombre d'hommes qui sont dispersés ; des régiments et des compagnies s'en vont tout d'un coup... On ne peut discipliner en quelques jours des hommes qui ont vécu libres. »

Howe envoya un de ses prisonniers, le général Sullivan, au congrès ; il obtint une conférence, d'ailleurs inutile, à Staten-Island (11 septembre). Une proclamation eut plus de succès, attirant à son parti de nouveaux loyalistes, surtout à New-York. Washington n'hésita pas à saisir les personnes et les biens des « tories » ; toutefois la position devenait aventureuse. Les milices plièrent, le 14 septembre, à Kip's-Bay, devant les Anglais débarqués sur la rive droite de l'East River ; vainement Washington voulut les rallier, bravant la mort, au point que ses aides-de-camp durent l'entraîner ; il fallut évacuer New-York le lendemain, en laissant trois mille hommes dans l'île à la garde du fort Washington. Il gagna les hauteurs de Haarlem, d'où il écrivit le 16 : « J'espère qu'il se trouvera dans nos rangs des gens qui combattront comme des hommes, et qui prouveront qu'ils sont dignes de la liberté. » Il essaya d'aguerrir l'armée, aidé par des vaillants, comme le jeune Alexandre Hamilton ; il fit exécuter avec succès, le 28 octobre, un engagement aux White-Plains, pour troubler Howe qui dévastait le pays. Howe se vengea en capturant les trois mille miliciens de l'île de New-York (16 novembre), puis envoya Cornwallis menacer le New-Jersey.

Washington n'avait plus que 3500 hommes, déguenillés, mal armés ; il se replia, vit encore les

enrôlés du New-Jersey et du Maryland regagner leurs foyers, les loyalistes courir au-devant de l'armée royale, et il pressa en vain le congrès par lettres. Que ferait-on si Philadelphie l'était prise? « Nous nous retirerons, dit-il, au-delà de la rivière Susquehanna, puis, si c'est nécessaire, au-delà des monts Alleghanis. » Il passa la Delaware, le 10 décembre, n'ayant plus que 1700 hommes, retira tous les bateaux, et se fortifia sur l'autre bord, tandis que Howe perdait du temps à occuper le New-York, le New-Jersey, Rhode-Island. Le congrès en péril quitta Philadelphie, s'ajournant pour le 20 à Baltimore.

Décembre fut très froid. Les Anglais de Cornwallis prirent leurs quartiers d'hiver dans le New-Jersey. Washington recevait quelques renforts, écrivait le 18: « Si l'on ne fait un suprême effort pour recruter une nouvelle armée, je crains que la partie ne soit bientôt perdue »; puis, le 20: « Si nous attendons que le congrès nous ait fait parvenir ses décisions à une distance de cent quarante milles, nous manquerons notre but... Aux maux désespérés, il faut des remèdes extrêmes. » Ses miliciens étaient démoralisés. Il comprenait que le destin des Etats-Unis reposait presque entier sur lui, et qu'il fallait un acte de rétablissement. Il rassembla 2500 hommes, vingt pièces de campagne, et dans la nuit très sombre du 25 au 26 décembre, sous un orage affreux de neige et de grêle, il passa la Delaware sur la glace, lança vers huit heures du matin deux colonnes contre Trenton gardé par trois régiments hessois, prit le bourg, huit cents prisonniers, six canons, puis se retrancha.

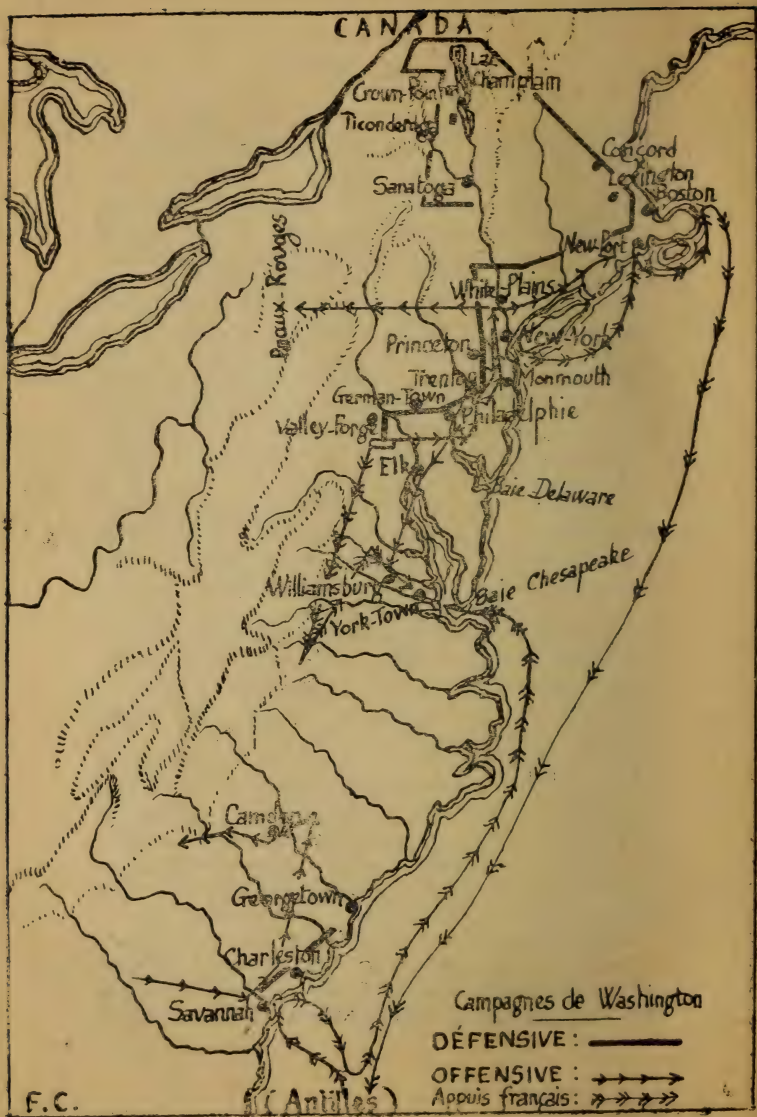
Ce fut le lendemain 27 que le congrès vota une véritable dictature militaire, pour six mois. Washington écrivit le 1<sup>er</sup> janvier 1777 au commissaire



Robert Morris: « Loin de me croire affranchi de toutes les obligations civiles, par cette marque de confiance, j'aurai toujours présent à l'esprit que, si l'épée a été notre dernière ressource pour sauver nos libertés, c'est aussi la première chose dont il faudra se défaire quand ces libertés seront solidement établies. » Mais Cornwallis accourait, bousculant, le 2 janvier, les avant-postes de Trenton; Washington fait mine d'ouvrir une tranchée, attend la nuit, entretient les feux pour tromper l'adversaire, puis, le tournant, atteint Princeton au lever du soleil, le 3, met en déroute trois régiments, et s'éloigne sans être rejoint. Les Anglais évacuent le New-Jersey; lui, s'établit à Morristown, en avant de la Delaware.

Les succès de Trenton et de Princeton ranimèrent les courages. On reprit confiance, en l'exagérant. « Messieurs, dit à certains la mère du général, c'est trop de flatterie... mais George n'oubliera pas mes leçons; il ne s'oubliera pas lui-même, au milieu des louanges dont il est l'objet. » Les engagés reparurent. Les anciens restèrent sous le drapeau, l'armée fut mieux vêtue, mieux nourrie. En Europe, ce retour de fortune fit impression; en France, on entoura de sympathies Franklin, récemment arrivé, et l'on prépara la marine, pour une revanche éventuelle de la guerre de Sept-Ans; l'Espagne promettait son appui. Aux Etats-Unis, la résistance se continuait en escarmouches, prises de convois et de magasins, expulsions de loyalistes. Mais l'offensive anglaise n'était que suspendue; plus de 32000 hommes, dont 11000 au Canada, menaçaient 25000 Américains.

Washington encourageait le général Schuyler à bien garder la route du nord, entamée par Burgoyne et Riedesel avec sept à huit mille Anglo-Allemands. Fin juin, Burgoyne prit les forts de Crown-Point



et de Ticonderoga, sur le lac Champlain, puis le fort Edouard, d'où il entreprit une avancée difficile, par la vallée forestière et marécageuse de l'Hudson; des Peaux-Rouges le précédaient, pillant et tuant. Treize mille hommes prirent le fusil, et, sans ordre, partirent contre l'invasion. «D'après vos rapports, écrivit, le 22 juillet, Washington à Schuyler, Burgoyne opère par détachements; si nous avons le bonheur d'en couper un, cela suffirait pour relever le courage du peuple, et le faire courir aux armes.» Au début d'août, il accueillit le jeune La Fayette, nommé major-général par le congrès; puis il envoya le général Horatio Gates commander, avec Arnold, les volontaires de l'Hudson. Dans une première rencontre, à Bannington, la milice du New-Hampshire, sous le général Stark, repoussa le corps allemand du colonel Baum, lui tuant 200 hommes et faisant 700 prisonniers. Burgoyne s'arrêta, à cinquante milles d'Albany, et fit venir des vivres du Canada.

Howe, au lieu de se relier avec Burgoyne, s'en écartait: double faute. Il voulait obtenir un effet, en enlevant Philadelphie. La route de Trenton barrée par les défenses américaines, il vint, par mer, avec 14 000 hommes, débarquer au fond de la Chesapeake, dans la rivière d'Elk (28 août). Washington, quoique inférieur en nombre, couvrit la capitale, et marcha contre l'ennemi, rencontré à vingt-cinq milles, sur la Brandiwine, affluent de la Delaware (11 septembre). Knyfhausen l'attaqua de front, tandis que Cornwallis, par un circuit, le prit de flanc et en arrière; les Américains se défendirent avec courage, mais durent plier; La Fayette fut blessé à la jambe. Par d'habiles manœuvres, Washington couvrit Philadelphie jusqu'au 27, et quand les Anglais y pénétrèrent, il alla se retrancher

à quelques milles. Le congrès, réfugié à York, prolongea de six mois sa dictature.

Au nord, Burgoyne, après un mois d'arrêt, se remit en mouvement, bravant de nombreux ouvrages défensifs. Il passa l'Hudson à Saratoga (19 septembre). Les Américains, organisés sur les collines de Behmus par le Polonais Kosciusko, ne se laissèrent pas déloger, et Burgoyne piétina sur place, entouré par Gates d'un réseau de postes retranchés et d'embuscades.

Il fallait retenir Howe loin de Burgoyne, et ranimer le moral de l'armée. Washington lança, le 4 octobre, une force sur Germanstown; les avant-postes furent culbutés à la baïonnette; mais un brouillard gêna l'attaque, des Américains tirèrent les uns sur les autres, une panique s'ensuivit, et les Anglais restèrent maîtres du champ de bataille, ayant toutefois perdu cinq cents hommes. Howe, inquiet, se borna à assiéger les forts de la Delaware, à détruire les entraves du fleuve. Washington s'établit à Whitemarsh, bonne position à quatorze milles de la capitale.

Burgoyne ne parvenait pas à se dégager; il lui fallut capituler à Saratoga, le 17 octobre; ses six mille hommes étaient autorisés à regagner l'Europe, sous condition de ne plus servir contre les Américains. Cette capitulation fit une vive impression à Londres et à Paris. Aux Etats-Unis, on crut tout terminé, et le général Gates s'enfla de la victoire. « Si notre cause réussit, écrivit le général en chef à Patrick le 13 novembre, peu m'importe où et par qui cela arrive. » Cependant une cabale fut ourdie par Gates et Conway; mais elle n'aboutit pas.

Après un échec au fort Redbank, Howe réussit à réduire les diverses défenses de la Delaware, puis offrit la bataille; il ne l'obtint pas, subit des



escarmouches, et se décida à hiverner dans Philadelphie. Washington mena sa petite armée, dénuée de tout, sur la forte position de Valley-Forge, entre collines et rives de la Schuylkill, à vingt milles de la capitale, et y fit construire par les soldats des huttes de bois. « Si l'on n'améliore le commissariat, écrivit-il le 23 décembre à Henri Laurens, président du congrès, l'armée sera réduite à une de ces trois nécessités : mourir de faim, se dissoudre, ou se disperser pour vivre comme elle pourra. » Il dut recourir à des réquisitions forcées. Il ne se reposait guère, ne revoyait plus Mount-Vernon ; sa femme venait passer l'hiver près de lui.

Pendant qu'il luttait contre un ennemi plus nombreux, mieux armé, mieux discipliné ; contre des compatriotes trop indifférents, ou des loyalistes dangereux, et contre la misère de ses miliciens, le parlement, déçu par la défaite de Burgoyne, éclairé par Pitt sur le péril français, ajournait de nouvelles mesures. En France, au contraire, on reconnaissait l'indépendance, et Louis XVI signait le 6 février 1778 le traité préparé par Franklin, Sileas Dean et Arthur Lee. La Fayette, premier informé, courut au général et l'embrassa ; les brigades s'assemblèrent, on tira un feu de joie. Le 13 mars, le traité fut notifié à Londres ; des deux parts, on rappela les ambassadeurs ; la France se rangeait à côté des Etats-Unis.

Henry Clinton, porté au commandement des forces anglaises, reçut l'ordre d'évacuer Philadelphie et de se retirer à New-York. Le congrès refusa toute conférence avec les commissaires royaux ; mais il n'avait plus l'énergie du début, et des membres s'absentaient ; contre les vingt-deux restants, Washington défendait sa milice, obtenant la demi-solde après hostilités pour les officiers, et

l'échange de prisonniers. En avril, devant les promesses du parlement: «N'acceptons rien, dit-il, de ce qui n'est pas l'indépendance.» Hamilton, son aide-de-camp, le secondait par d'habiles avis. On apprit bientôt que d'Estaing, sorti de Toulon le 13 avril avec douze vaisseaux et quatre frégates, faisait voile vers l'Amérique. Au 7 mai, on célébra la fraternité française par des réjouissances et des prières publiques. Le 17 juin, les 19000 Anglais de Philadelphie s'en allèrent vers New-York. La phase de défensive était close; avec l'entrée en ligne des Français, commençait l'offensive.

## L'Offensive

Ce fut le jour même, 17 juin 1778, où les Anglais, en évacuant Philadelphie, renonçaient à l'offensive, qu'ils durent commencer la défensive, et contre la France. Dans la Manche, la frégate *Belle-Poule* démâta la frégate anglaise *Aréthuse*. En même temps, Washington, avec ses 11000 hommes, partit à la poursuite des 19000 ennemis en retraite; il les atteignit le 28 à Monmouth, les attaqua, et ne manqua un coup peut-être décisif que par la perfidie du général Lee, ex-officier régulier, vaniteux et jaloux. Les Anglais repartirent, mais avec hâte, semant des déserteurs, des malades, et arrivant accablés de fatigue, de chaleur, de déception, vers le milieu de juillet, à New-York.

L'escadre de d'Estaing parut devant le port presque au même instant (11 juillet). Dix jours après, Washington, ayant passé l'Hudson, se réinstalla à White-Plains, trente milles nord de New-York.

«Après deux ans de marches et de contre-marches, écrivit-il, après des vicissitudes étranges, quel sujet de satisfaction et d'étonnement pour nous de voir les deux armées revenir à leur point de départ, et les assaillants réduits, pour se défendre, à recourir à la bêche et à la pioche!» Il entra en rapport avec d'Estaing, et proposa deux plans, contre New-York, contre Rhode-Island. La barre du port s'opposant aux vaisseaux lourds, on partit contre Rhode-Island; le général Sullivan et d'Estaing allaient assaillir New-Port, quand parut une escadre anglaise; la bataille ne fut que navale, et un ouragan dispersa les deux flottes; la française alla se réparer à Boston, où l'accueillirent des mécontentements. Washington les calma. Il dut aussi lutter contre le congrès, qui rêvait de conquérir le Canada; contre l'indifférence, qui faisait délaissier l'armée, et ne pas distinguer la banqueroute sous la dépréciation du papier-monnaie. «Jamais l'Amérique, manda-t-il à Harrison, n'a eu un besoin plus pressant de la sagesse, du patriotisme et de l'énergie de ses enfants... Je voudrais qu'on réformât les abus publics.»

La guerre continuait ailleurs: combat naval indécis près des îles d'Ouessant, opérations de d'Estaing aux Antilles, avantages des Anglais dans l'Inde, où ils prenaient Pondichéry. Dans la Manche, Paul Jones harcelait l'adversaire, assaillait White-Haven. L'Espagne se joignait à la France. Russie et Prusse montraient du froid pour la cour de Londres; la Hollande trafiquait avec les révolutionnaires. Aux Etats-Unis, le général Benjamin Lincoln partait défendre le sud, où loyalistes et Peaux-Rouges multipliaient les dévastations, les massacres. Clinton envoya en Géorgie un corps qui prit Savannah et se lia avec les dissidents. Les divisions étaient grandes;

le 18 décembre, après le vote des articles de confédération, Washington écrivit à Harrison: «Je suis vivement préoccupé de voir que les Etats sont trop touchés de leurs intérêts locaux, et que les hommes les plus habiles se sont retirés du congrès, au détriment du bien public.» Comme il l'avait dû faire dans la défensive, il lui fallait temporiser dans l'offensive. Il obtenait des souscriptions de particuliers, surtout de Boston, pour soutenir l'armée. Il fit, à la fin de ce mois, de vives recommandations à La Fayette, qui regagnait la France. Il déplorait l'oisiveté, la spéculation, l'anarchie, «tandis qu'on néglige et qu'on ajourne tout ce qui touche les fondements même de l'Etat», manda-t-il, le 28, à Harrison.

Pour la campagne de 1779, 27000 hommes étaient inscrits; mais le nombre réel restait très-inférieur, en face de 33000 Anglo-Allemands. On ne put que surveiller l'ennemi devant New-York, faire une expédition contre les Rouges de l'ouest, et enlever le fort de Stony-Point qui commandait l'Hudson. (15 juillet). En septembre, d'Estaing vint aider contre Savannah; repoussés, on se sépara le 18 octobre, les Français regagnant leurs vaisseaux, Lincoln se réfugiant dans la Caroline du sud, où les Anglais le talonnèrent. On faisait un succès aux chants nationaux de Joël Barlow, aux *Éloges des héros de l'indépendance* de Brackenridge; l'action traînait.

Ailleurs, une escadre franco-espagnole avait sillonné la Manche en juin, Paul Jones ravageait les côtes écossaises, l'Irlande s'agitait, des querelles éclataient dans Londres. D'Estaing prenait les îles Saint-Vincent, de la Grenade (juillet). L'Angleterre était isolée dans la tourmente. En France, La Fayette poussait à une intervention décisive. Mais, toute



décision retardée, la situation devenait très pénible: dix à douze mille hommes sans solde, en haillons, affaiblis par la faim, le froid, se livrant à des révoltes, à des brigandages, dans une population hargneuse, voilà ce qui restait au général en chef pour la campagne de 1780.

En avril, La Fayette revint. Il annonçait une division, et le général de Rochambeau, qui devait se mettre aux ordres de Washington. Il était temps; le mois suivant, Clinton enleva Charleston, y prit cinq mille Américains (12 mai), coupant le sud de la confédération; on envoya contre lui le général Gates; d'autre part il apprit, en juillet, l'arrivée de la flotte française, et laissant Cornwallis en Caroline, il regagna New-York. Le moment est alors indécis. Tandis que l'Irlande s'est insurgée, qu'une émeute a ensanglanté Londres, l'Espagne essaye vainement de reprendre Gibraltar. Rochambeau, parvenu à New-York le 10 juillet, avec cinq mille hommes et six vaisseaux, y est maintenu par une escadre anglaise. Au sud, Gates se fait battre à Camden par Cornwallis, le 16 août, et cède le commandement à Nathanaël Greene. Trente-huit mille Anglo-Allemands, dont seize mille au sud, tiennent ou menacent le New-York, la Caroline, la Géorgie, la Floride, les îles Bermudes. Washington n'a que seize à dix-sept mille hommes; il guette l'occasion, doit attendre. Il découvre au fort de West-Point une trahison du commandant, l'aventurier Arnold; celui-ci peut s'échapper, joindre l'ennemi qui en fait un général, mais un complice, le jeune major anglais André, est pris, jugé, pendu (septembre). Les réclamations de Washington auprès du congrès obtiennent enfin, le mois suivant, des enrôlements pour la durée de la guerre, la demi-solde à vie pour les officiers, une législation

pénale sévère. Il met plus d'ordre, d'économie, de discipline, dans l'armée, qui compte bientôt trente-deux mille hommes. Il continue de stimuler les énergies par ses lettres, où l'on reconnaît « une pénétration et une portée dans les vues qui vont jusqu'à l'éloquence; une honnêteté sincère, mais sans emportement et sans pruderie, une passion ardente, mais dominée et contenue. » (Cornelis de Witt, *Histoire de Washington*).

Le 1<sup>er</sup> janvier 1781, treize cents hommes cantonnés à Morristown en Pennsylvanie se révoltèrent pour solde arriérée, tuèrent deux capitaines et marchèrent sur Princeton; Washington accourut, réussit à calmer la sédition, puis forma une colonne mobile de mille hommes d'élite, qui réprima un autre soulèvement de troupes, dans le New-Jersey. Mais il voyait la misère grandissante aggraver les divisions; il confia, le 15 janvier, au colonel John Laurens envoyé en France, une lettre pour Franklin et Louis XVI, où il disait: « Les forces propres du pays sont épuisées; seuls, nous ne pouvons relever le crédit public, et fournir les fonds nécessaires pour continuer la guerre. La patience de l'armée est à bout; le peuple est mécontent. Sans argent, nous ne ferons qu'un faible effort, probablement le dernier. » Il devenait un peu irritable; Hamilton le quitta.

La lutte continuait aux Antilles. En France, on accorda un emprunt de seize millions, mis à la disposition de Washington; Suffren fut envoyé dans l'Inde, de Grasse aux Antilles. Mais les Anglo-Allemands étaient quarante-deux mille, et le péril du sud s'aggravait; Arnold saccageait, brûlait et massacrait en Virginie; Cornwallis occupait les Carolines. Greene, débordé par les fureurs des loyalistes, réussit à se glisser entre Cornwallis et la Caroline

du sud; toutefois il découvrait la Virginie, où La Fayette contenait Arnold sans le vaincre. Cornwallis envahit cet Etat, rallia Arnold, un renfort de New-York, et repoussa de rivière en rivière les quatre mille hommes de La Fayette. S'il avait pris Richmond, la confédération était coupée en deux; mais, peut-être pour se réserver l'appui d'une flotte, il descendit vers la côte et s'établit à York-Town (22 juillet): ce fut sa perte.

Washington, de White-Plains, surveillait tout, aux aguets. Il prépara secrètement une expédition, ostensiblement un siège sévère de New-York; puis, quand il sut que de Grasse venait des Antilles avec vingt-huit navires et trois à quatre mille hommes, il laissa une division sous le général Heath devant New-York, et partit avec le gros de sa troupe et celle de Rochambeau. S'embarquant au fond d'Elk, il joignit La Fayette le 14 septembre à Williamsburg, et s'entendit avec de Grasse parvenu dans la baie de la Chesapeake. La flotte française alla garder l'embouchure de l'York; Washington, avec Rochambeau, La Fayette, Viomesnil, Saint-Simon, seize mille hommes, et soixante-six canons prêtés par de Grasse, investit, le 30 septembre, York-Town où Cornwallis avait retranché sept mille soldats. Américains et Français rivalisèrent en courage, leurs travaux d'approche soutenus par un bombardement des vaisseaux. Les Anglais se défendirent avec tenacité. A partir du 10 octobre, ils subirent une rude canonnade. Le 14, Washington lança deux colonnes à l'assaut, Américains menés par Hamilton et La Fayette, Français par Viomesnil; sous la mitraille, à la baïonnette, des batteries sont prises, deux redoutes enlevées, les assiégés rejetés dans la place. Après de vains efforts pour s'échapper, Cornwallis capitula le 17. Trois jours plus tard,

Washington publia cet ordre du jour : « Le commandant en chef recommande aux troupes de ne pas se départir de cette joie sérieuse et de cet élan de cœur que nous impose le sentiment de tant de preuves d'étonnante protection dont nous a comblés la providence. » C'était digne de l'homme qui avait pour devises : « Des actions, non des paroles », et : « Dieu et mon pays. »

Les Anglais ne tenaient plus que New-York, Charleston et Savannah. Les Espagnols reprenaient Pensacola en Floride, les Français Tabago, Saint-Eustache, Minorque; Suffren gagnait dans l'Inde plusieurs batailles navales. Le parlement plia, adopta le 4 mars 1782 une motion de cessation de guerre; des pourparlers s'ouvrirent à Paris. En mai, Clinton fut remplacé par Carleton, qui se resserra dans New-York et tenta de négocier. « Notre attention et nos efforts doivent se ranimer plus que jamais, écrivit Washington; la défiance et la prudence ne peuvent nuire, trop de confiance et d'abandon perdra tout. » On délaissait l'armée, qui fut mécontente; des officiers offrirent la souveraineté au général, qui répondit le 22 mai : « Je cherche en vain ce qui dans ma conduite a pu encourager une proposition qui, à moi, me semble grosse des plus grands malheurs qui puissent fondre sur mon pays. » Un peu plus tard, il intervint pour sauver le capitaine anglais Argill, condamné par représailles. Tout en voulant la paix, il blâma les préliminaires signés le 30 novembre entre l'Angleterre et les seuls Américains; mais ceux avec la France et l'Espagne suivirent bientôt (20 janvier 1783). Il lui fallut encore apaiser de vives plaintes de l'armée, et obtenir du congrès la garantie des droits des officiers et soldats. « Il nous faut rester prêts pour la guerre comme pour la paix. »



dit-il le 19 mars. Ce fut le 18 avril qu'il publia la fin des hostilités. Le 8 juin, il envoya cet avertissement aux Etats divisés : « Si nous ne demeurons fidèles à l'esprit de l'union, notre crédit sera perdu à l'étranger, notre puissance compromise, les traités sans valeur ; nous reconnaitrons qu'il est très facile d'établir le pouvoir arbitraire sur les ruines de la liberté, quand on a abusé de la liberté jusqu'à la licence. »

La paix générale fut signée à Versailles le 3 septembre 1783. Washington proclama la dissolution de l'armée le 18 octobre, et lui fit ses adieux le 2 novembre. On le reçut en libérateur à New-York, évacuée le 25 par les Anglais ; comme il y entrait, naissait l'historien Washington Irving : « L'œuvre de Washington est terminée, dit la mère, cet enfant portera son nom. » Il parut, le 4 décembre, au milieu de ses officiers rassemblés à Fraunce-Tavern : « Mes amis, leur dit-il, c'est avec un cœur plein d'amour et de reconnaissance qu'aujourd'hui je prends congé de vous. » Il serra la main au général Knox et aux autres, passa devant un corps d'infanterie, et gagna, escorté par les officiers, la rivière du Nord, où il s'embarqua, le visage tourné vers ses fidèles compagnons, qu'il saluait.

A Philadelphie, il remit au contrôleur des comptes l'état de ses dépenses : environ trois cent soixante mille francs, pour huit années. De là, il se rendit à Annapolis où siégeait le congrès, et s'y démit, le 20 décembre, de son commandement. « Heureux, dit-il, de voir enfin l'indépendance des Etats-Unis assurée, je dépose ma charge, et me retire en même temps de tous les emplois de la vie publique. » Le congrès le remercia, et il revint à Mount-Vernon, d'où il écrivit : « La veille de Noël au soir, les portes de cette maison ont vu entrer un homme plus vieux

de neuf ans que je n'étais quand je les ai quittées... J'espère passer le reste de mes jours à cultiver l'affection des gens de bien et à pratiquer les vertus domestiques... La vie d'un agriculteur est de toutes la plus délicieuse. Ne portant envie à personne, je suis content de tous; dans cette disposition, je descendrai doucement le fleuve de la vie jusqu'à ce que je m'endorme avec mes pères, »

Que faut-il admirer le plus? L'improvisation militaire, les difficultés vaincues, la constance dans les épreuves, la fermeté, la dignité, la modestie?... Non; plutôt cette aisance à porter durant huit années les destins d'un pays, aisance telle qu'une fois la tâche terminée, elle apparaît toute simple; et c'est simple, en effet, comme toute œuvre d'un vrai génie.

## La Présidence

Dans l'attitude historique, formée de majesté, de résolution, de prudence et de modestie, Washington nous tient un peu à distance; on est plus disposé à l'admirer qu'à l'aimer; cependant l'homme était affectueux, à sa manière, plus grave que souriante. Il mériterait le titre de père adoptif. En se mariant, il avait adopté les deux enfants de la veuve Custis; sans postérité lui-même, il prit avec lui et éleva des fils, des filles de ses frères, de ses neveux; il eut pour La Fayette, Hamilton, une amitié paternelle, et ce fut encore ce sentiment, généralisé, qu'il éprouva pour ses officiers, ses soldats, ses compatriotes. Il n'est pas un habitant des Etats-Unis qui le considère autrement qu'un père exigeant mais dévoué, ferme mais juste, exemple toujours vivant,

et que d'ailleurs on aime, avec respect, en tous les pays.

Quand La Fayette le vint visiter, à Mount-Vernon, fin de 1784, il l'en vit partir avec tristesse, songeant qu'il ne le reverrait plus. Il lui écrivait, ainsi qu'aux autres amis de France. Il exerçait un patronage bienveillant sur ses serviteurs, ses voisins, veillait sur les pauvres, les orphelins, tenait sa table très accueillante. En même temps il faisait face aux grands travaux de sa plantation, se préoccupait de l'avenir de sa patrie; il présenta au gouverneur de Virginie un plan de routes et canaux pour relier le Potomac, le James, à l'Ohio, au Mississipi, aux grands lacs, et deux compagnies se formèrent pour l'exécution (5 janvier 1785). Il pressentait le péril de l'esclavage, écrivait le 12 avril 1886: « Personne au monde ne désire plus sincèrement que moi l'abolition de l'esclavage; mais il n'y a qu'un moyen d'action convenable et efficace, c'est l'autorité législative. » Il s'inquiétait des difficultés d'occupation du Far-West, de la navigation du Mississipi alors entravée par l'Espagne, et plus encore, des divisions et misères intérieures, non guéries par le gouvernement révolutionnaire tombé en décadence. La banqueroute allait devenir officielle; Hamilton lança un appel au peuple, soutenu par Washington, qui écrivit à Jay (15 août 1786): « Je ne crois pas que nous puissions exister longtemps comme nation, si nous n'établissons un pouvoir qui agisse sur l'union entière... Quel triomphe pour les avocats du despotisme, de pouvoir prouver que nous sommes incapables de nous gouverner nous-mêmes!... »

Un congrès réuni à Annapolis (septembre) décida une convention, pour la réforme constitutionnelle. En automne, un soulèvement menaçait l'ordre.

«Ne conviendrait-il pas d'user de votre influence ? lui demanda Henri Lee. — Commencez par avoir un gouvernement», répondit-il. Le 4 décembre, l'assemblée de Virginie, sur motion de Madison, accepta la convention. L'idée marchait, et il était temps; une première émeute, éclatée au Massachusetts en décembre, ne prit fin qu'en février suivant. L'anarchie régnait. Washington, Madison, Jay, Hamilton, d'autres patriotes éclairés, pressaient l'action salutaire. Inscrit en tête de la liste virginienne, Washington se mit à étudier les constitutions anciennes et modernes. Elu président de la convention, réunie le 14 mai 1787 à Philadelphie, il dirigea des débats difficiles, d'où sortit la constitution du 17 septembre, qui dure encore: deux chambres, peuple, Etats; élection directe; délégation de certains pouvoirs; autonomie intérieure des Etats; un président, un vice-président, élus à deux degrés, avec veto, message, commandement des armées, conclusion des traités, nomination des ministres et hauts fonctionnaires.

Cet acte prévint les désordres, réduisit l'anarchie. Hamilton, par le *Fédéraliste*, aida ses compatriotes à se pénétrer de la loi nouvelle. En décembre 1788, les treize Etats d'accord, le congrès fédéral invita à nommer les représentants au nouveau congrès, ainsi que les électeurs des président et vice-président. Un vote unanime porta Washington à la présidence; il aimait sa retraite, mais la situation restait grave, il accepta le rôle d'instaurer l'ordre politique. Le 4 mars 1789, il fut proclamé par le sénat président des Etats-Unis; le 30 avril, il prêta serment devant le congrès, et dit, dans son adresse d'inauguration: «Il y a ici-bas un lien indissoluble entre la vertu et le bonheur, entre le devoir et l'intérêt, entre les pures maximes d'une politique



honnête et magnanime et les solides récompenses de la prospérité et du bonheur publics. Songez que jamais le Ciel ne sourira à un peuple qui dédaigne les règles éternelles d'ordre et de justice, qu'en vos mains est remis le feu sacré de la liberté, et que la destinée des gouvernements républicains est attachée, pour la dernière fois peut-être, à l'expérience qu'en fera l'Amérique.» Le vieux Franklin lui écrivit: «Dans quelque situation que je sois placé après ma mort, je garderai l'estime, le respect et l'affection avec lesquels j'ai été depuis si longtemps votre ami.»

Washington avait inauguré sa présidence le 30 avril; cinq jours après, débutait la révolution française. Il en suivit les phases avec attention, et pronostiqua, le 1<sup>er</sup> août: «La licence du peuple, le sang répandu alarmeront les meilleurs amis du régime nouveau; des écueils aujourd'hui invisibles pourraient bien briser le navire et amener un despotisme plus rude que l'ancien.»

Sa digne et vaillante mère mourut le 25 de ce mois. Peut-être en tira-t-il des réflexions sur sa propre fin, car il écrivit le 8 septembre à son ami le docteur Craik: «Le défaut d'exercice régulier et les soucis des affaires hâteront, je n'en doute point, mon départ pour la contrée d'où ne revient aucun voyageur, mais accomplir fidèlement tout mandat que j'accepte, telle a toujours été, telle sera toujours la première règle de ma vie, les conséquences soient ce qu'elles voudront.» Il nomma, quatre jours après, pour le seconder, un conseil officiel: Jefferson à l'Etat, Knox à la guerre, Hamilton au trésor, Randolph procureur général.

Il s'inquiétait de l'allure exagérée de la révolution française, calmait une émotion des Etats du sud en ajournant un mémoire des quakers contre

l'esclavage, discutait avec les Anglais encore installés aux postes des grands lacs, avec les Espagnols refusant la libre navigation du Mississipi. Il gouvernait habilement trois millions d'habitants, adonnés à l'agriculture, au commerce, un peu à l'industrie enfin libérée, un peu au droit, aux lettres (le théâtre commençait à peine), et écrivait le 9 janvier 1790: «Il n'est presque rien dans ma conduite qui ne doive être invoqué un jour comme un précédent; cette idée m'inspire à la fois une grande défiance de moi-même et un anxieux désir que toutes les nouvelles mesures soient parfaites, autant que possible.» Il ne recevait que le mardi, de trois à quatre heures, ne répondait pas aux demandes de places, choisissait pour les fonctions publiques des aptitudes, de longs services. Il contribua à la répartition équitable des charges de guerre (15 juin 1790), poussa les Etats à l'extension vers l'ouest et le midi, eut l'émotion de voir demandée et adoptée la fondation d'une capitale qui recevrait son nom, fit proposer à la France, l'Espagne, le Portugal, un acte de navigation qui limiterait l'Angleterre, aida les créoles de Saint-Domingue après le massacre, maintint les Peaux-Rouges (1790-1795), tout en flétrissant la cruauté: «Le seul moyen de nous les attacher, c'est d'être justes.» Il blâma le gouverneur de la Caroline du sud (17 mars 1792) qui avait levé la prohibition d'importer des esclaves, montra le péril des divisions d'intérêts, d'opinions, surtout de croyances: «De toutes les haines qui ont existé entre les hommes, écrivit-il le 20 octobre, celles qui sont causées par la différence de religion semblent les plus obstinées, les plus douloureuses, et doivent par conséquent être le plus combattues.»

Il désirait la retraite. Des citoyens éclairés, même

Jefferson de l'opposition, lui dirent qu'il était encore nécessaire. De nouveau président, le 4 mars 1793, il dut lutter contre des sociétés, des pamphlets brutaux, inspirés de la démagogie qui saccageait alors la révolution française. Considérant l'Humanité, il écrivit à Morris le 25 mars : « Nous verrions avec joie toutes les nations jouir de tous les avantages qu'elles peuvent tirer de leur position et de leur nature sans porter atteinte à la liberté civile et aux droits des autres peuples. » Il proclama la neutralité dans les guerres de la révolution française (22 avril). Il se méfiait de l'anarchie démagogique, et Rochambeau, jeté dans les prisons de la Terreur, pouvait écrire au président du tribunal : « Ce ne sont pas là les principes que j'ai reçus de Washington, mon collègue et mon ami pendant la guerre que j'ai faite avec lui pour la liberté de l'Amérique. » Le Neuf-Thermidor délivra Rochambeau, tandis qu'aux Etats-Unis l'agitation, encouragée par Jefferson, devenait soulèvement. Une proclamation du président, le 7 août 1794, fixa un délai de trois semaines pour la soumission ; quinze mille miliciens, sous Henry Lee, eurent raison des insurgés ; tout fut calmé au 20 novembre.

La veille, pendant qu'était signé à Londres un traité avec l'Angleterre, Washington révélait au congrès le péril démagogique. L'opinion le suivit. Au cours de 1795, il accueillit le fils, proscrit, de La Fayette, et fit donner aide à des émigrés ; puis il s'entremet pour La Fayette lui-même, prisonnier des Autrichiens. Le Directoire menaça ; les Etats-Unis formèrent une armée, parmi de l'agitation, une opposition qui fatiguait le président ; il remplaça Monroe, ambassadeur en France, par Pinckney, fédéraliste modéré, mais ratifia le traité avec l'Angleterre, et en signa un avec l'Espagne. Il

communiqua ses papiers à son ami John Marshall, qui en devait tirer sa *Vie de Washington*.

Sa Lettre d'adieu, 17 septembre 1796, fut un grand testament politique: «Soyez justes et loyaux envers tous les peuples, y disait-il; vivez en paix et en bonne harmonie avec tous. La religion et la morale vous en font une loi; se pourrait-il que la bonne politique ne le prescrivît point?... Il importe que vous considériez l'union comme la pierre fondamentale de votre liberté, et la conservation de celle-ci dépendra de l'amour que vous aurez pour l'autre... La religion et la morale sont les appuis nécessaires de la prospérité des Etats; le politique, ainsi que l'homme pieux, doit les révéler et les chérir... Encouragez comme un objet de la plus haute importance les institutions destinées à propager les lumières... Je me complais d'avance dans cette retraite où je me promets de partager sans trouble, avec mes concitoyens, les bienfaits de bonnes lois sous un gouvernement libre, objet favori de mes désirs, et heureuse récompense, je l'espère, de nos soins, de nos travaux et de nos dangers mutuels.»

Rentré à Mount-Vernon après le 4 mars 1797, il reprit son rôle de planteur, levé avec le soleil, inspectant à cheval ses fermes, recevant à table de nombreux convives, parfois des inconnus, et gardant près de lui son zélé mulâtre William Lee, infirme de la guerre. Redevenu un fédéraliste, il correspondait avec ses amis du parti. Au coup d'Etat du Dix-Huit-Fructidor, qui exila Carnot, il écrivit, le 4 décembre, à John Marshall, commissaire des Etats-Unis à Paris: «S'il y avait eu quelque raison de soupçonner que ces bannis eussent trempé dans un complot, cela aurait pu se justifier; mais les condamner sans les entendre, et leur



infliger une peine plus cruelle peut-être que la mort, c'est le comble du despotisme. » Il apaisa ses compatriotes, devant l'attitude plus agressive du Directoire; pourtant le congrès vota une levée d'armée, et, le 2 juillet 1798, John Adams proposa comme général Washington, qui, de chez lui, organisa l'armée pour la guerre, et qui appela l'attention d'Hamilton sur un coup en Floride et Louisiane. Il se rendit même à Philadelphie en décembre, écrivant le 13 au secrétaire de la guerre: « Il est sage de se rappeler que, souvent, la meilleure façon de se défendre, c'est d'attaquer. » John Adams négocia avec la France. « Si le Directoire est sincère, écrivit Washington le 3 mars 1799 au secrétaire d'Etat, c'est à lui à faire un pas vers nous, et à prouver sans équivoque ses bonnes intentions par des actes. » Il approuva, en juin, Hamilton qui voulait attaquer l'Espagne, alliée de la France, en Floride et Louisiane.

La santé bonne, il semblait cependant prévoir une fin prochaine. Le 9 juillet, il rédigea son testament, où il disait: « Ma volonté et mon désir sont qu'au décès de ma femme tous les esclaves qui m'appartiennent en propre reçoivent leur liberté. » Le 12 décembre, après une visite de ses fermes, cinq heures à cheval sous la pluie et la neige, il rentra mouillé, se plaignant de la gorge. Le lendemain, il allait mieux; mais la nuit fut agitée. Au matin, souffrant de suffocations, il remit son testament à sa femme, s'occupa de diverses choses avec son secrétaire, et dit aux médecins: « Je vous remercie de vos soins, mais je vous prie de ne plus vous occuper de moi. Laissez-moi partir en paix; je n'ai plus longtemps à vivre. » Il resta sans mouvement ni plainte. Vers dix heures du soir, ce 14 décembre 1799, il dit encore: « Le

moment est venu... je m'en vais...» et mourut un peu après.

Son corps fut placé dans un tombeau près de son habitation, sur un tertre dominant le Potomac. Le 23, le congrès décida que les citoyens prendraient un mois de deuil, qu'un jour serait consacré aux regrets, aux prières, et qu'un monument de marbre serait érigé en mémoire de «l'homme qui avait été le premier dans la guerre, le premier dans la paix, le premier dans le cœur de ses compatriotes.»

En France, Bonaparte, premier consul, décréta que l'armée prendrait le deuil dix jours (ordre du jour du 18 pluviôse an VIII). Pour l'Angleterre, son poète Byron devait proclamer : «Il est un homme, le Cincinnatus de l'ouest, que l'envie même n'osa pas haïr.»

George Washington, chef actif, ferme, hardi mais prudent, exécutif plutôt que précurseur, religieux avec tolérance, sévère mais équitable, ne cessa jamais de rester citoyen : «Dictateur, il n'a eu de souci que la liberté.» (Edouard Laboulaye, *Histoire des Etats-Unis*).

Guizot, dans son *Etude historique sur Washington*, en a tracé ce portrait, un peu froid mais bien : «Esprit droit plutôt qu'étendu, cœur juste et calme, plein de dignité, mais exempt de toute prétention passionnée et hautaine, plus jaloux de la considération que de l'empire, l'équité et la simplicité des maximes et des mœurs démocratiques, loin de le choquer ou de le gêner, convenaient à ses goûts et satisfaisaient sa raison.»

*Février 1921.*









